

## Report de crédits.

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
Vu l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances;  
Vu l'ordonnance portant loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1959;  
Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1960,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Est annulé sur 1959, un crédit de 18.153.000 F applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert sur 1960, un crédit de 181.530 NF applicable au budget et au chapitre mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 1960.

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du budget,  
GILBERT DEVAUX.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT ANNULÉ sur 1959.
		Milliers de francs.
SERVICES DU PREMIER MINISTRE		
III. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS		
Composition, impression, distribution et expédition .....	34-02	18.153

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRE	CREDIT OUVERT sur 1960.
		Nouveaux francs.
SERVICES DU PREMIER MINISTRE		
III. — DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS		
Composition, impression, distribution et expédition .....	34-02	181.530

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
Vu l'article 17 de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances;  
Vu l'ordonnance portant loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1959;  
Vu la loi de finances et les textes portant ouverture et annulation de crédits pour 1960,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Est annulé sur 1959 un crédit de 22.737.000 F applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau A annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Est ouvert sur 1960 un crédit de 227.370 NF applicable au budget et aux chapitres mentionnés dans le tableau B annexé au présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juin 1960.

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur du budget,  
GILBERT DEVAUX.

TABLEAU A

SERVICE	CHAPITRES	CREDITS annulés sur 1959.
		Milliers de francs.
SAHARA		
Administration centrale. — Matériel.....	34-02	3.310
Remboursements à diverses administrations..	34-93	610
Travaux immobiliers.....	35-91	525
Organisation d'élections dans les départements sahariens .....	37-92	2.960
Assistance .....	46-73	15.332
Total.....		22.737

TABLEAU B

SERVICE	CHAPITRES	CREDITS ouverts sur 1960.
		Nouveaux francs.
SAHARA		
Administration centrale. — Matériel.....	34-02	33.100
Remboursements à diverses administrations..	34-93	6.100
Travaux immobiliers.....	35-91	5.250
Organisation d'élections dans les départements sahariens .....	37-92	29.600
Assistance .....	46-73	153.320
Total.....		227.370

## MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Institution d'un certificat d'aptitude pédagogique  
à l'entraînement physique et sportif dans les milieux non scolaires.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 16 janvier 1960 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports.

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est institué un certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires délivré à la suite d'un examen comportant deux parties.

Art. 2. — Les candidats au certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires doivent :

1° Etre âgés de vingt-cinq ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen;

2° N'avoir jamais été condamnés soit à une peine d'emprisonnement sans sursis ou à une peine plus grave, pour crime ou attentat aux mœurs, prévues aux articles 330, 331, 332, 333, 334 et 334 bis du code pénal, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quinze jours pour vol, coups et blessures.

Art. 3. — Sont seuls autorisés à faire acte de candidature au certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires les personnels ayant subi avec succès soit l'examen probatoire du professorat d'éducation physique, soit l'examen du brevet d'Etat d'éducation physique et sportive.

Les candidats exerceront pendant deux ans les fonctions de maître d'éducation physique et sportive dans un arrondissement, à proximité de conseillers pédagogiques désignés parmi le personnel ayant une large expérience du secteur non scolaire. Dans le cas où le nombre des candidats serait supérieur au nombre des affectations possibles, les candidats retenus seront déterminés par l'administration après examen des titres et de la manière de servir.

Pendant cette période, les intéressés s'initieront aux tâches d'enseignement dans les milieux non scolaires et subiront les épreuves fixées par le présent arrêté.

Après un échec, ils pourront présenter une deuxième fois leur candidature. Après deux échecs, ils seront définitivement éliminés, cette disposition étant applicable à chacune des deux parties.

Art. 4. — Les candidats au certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires doivent adresser leur candidature au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, au moins quatre mois avant la date prévue pour les affectations. Cette demande mentionnera l'option choisie et éventuellement la langue étrangère choisie en épreuve facultative.

Ceux qui ne sont pas déjà fonctionnaires titulaires y joindront les pièces suivantes :

- 1° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire ;
- 2° Un certificat médical ayant moins de trois mois de date, établissant l'aptitude physique à la pratique de l'éducation physique et des sports ;
- 3° Les pièces et attestations établissant que le candidat se trouve dans l'un des cas visés au troisième alinéa de l'article 3 ci-dessus ;
- 4° Toutes observations et appréciations sur leur manière de servir dans leur emploi antérieur éventuel.

Art. 5. — Le jury chargé d'examiner les candidats à chacune des parties de l'examen comprend :

Pour la première partie :

- Un inspecteur général de la jeunesse et des sports, président.
- Deux inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports ou inspecteurs de la jeunesse et des sports.
- Deux professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive affectés au secteur non scolaire.
- Un médecin.
- Un administrateur civil.
- Un professeur de français.
- Un professeur d'histoire naturelle.
- Un professeur de géographie.

Pour la deuxième partie :

- Un inspecteur général de la jeunesse et des sports, président.
- Trois inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports ou inspecteurs de la jeunesse et des sports.
- Quatre professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive affectés au secteur non scolaire.
- Un médecin.
- Un sociologue.
- Deux experts appartenant aux milieux intéressés.

Art. 6. — L'examen prévu à l'article 1<sup>er</sup> comporte les épreuves suivantes (notées de 0 à 20) :

#### Première partie.

##### A. — Epreuves écrites.

- a) Epreuve de culture et de formation générale (coefficient 1) ;
- b) Epreuve de géographie humaine et organisation administrative de la France (coefficient 1) ;
- c) Epreuve de sciences naturelles (coefficient 2).

Pour être admissible aux épreuves suivantes le candidat doit totaliser au moins 30 points aux épreuves écrites.

Dans chaque épreuve, une note égale ou inférieure à 4 est éliminatoire si elle est maintenue par le jury plénier.

##### B. — Epreuves pratiques et pédagogiques.

Epreuve de pédagogie pratique (coefficient 3) (seulement pour les candidats aux sessions organisées en application de l'article 7).

Les candidats se trouvant dans l'un des cas visés au troisième alinéa de l'article 3 ci-dessus sont dispensés de cette épreuve.

Pour être admissible aux épreuves suivantes, le candidat doit obtenir à celle-ci au moins la note 36.

##### C. — Epreuves orales.

- a) Organisation de l'entraînement physique dans les milieux du travail (coefficient 1) ;
- b) Rapports des structures sociales, de l'évolution sociale et de l'entraînement physique (programme réduit) (coefficient 2) ;
- c) Entretien avec le jury (coefficient 1).

Pour obtenir la première partie du certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires, le candidat doit totaliser au moins 96 points pour les sessions normales et 132 points pour les sessions spéciales.

#### Deuxième partie.

##### A. — Epreuve écrite.

Epreuve de physiologie du travail et des loisirs (coefficient 2).

Pour être admis aux épreuves suivantes, le candidat doit obtenir au moins la moyenne.

##### B. — Epreuves pratiques et pédagogiques.

I. — Deux entretiens avec le jury :

- a) L'un portant sur le travail effectué au cours du stage (coefficient 1) ;
- b) L'autre permettant au jury d'être éclairé sur différents points qui auraient retenu son attention au cours des épreuves pédagogiques (coefficient 1).

II. — Trois épreuves de pédagogie pratique :

- c) L'une portant sur l'organisation et la présentation d'une séance d'entraînement (coefficient 2) ;
- d) L'autre sur l'organisation et la présentation d'une séance de perfectionnement de cadre (coefficient 2) ;
- e) La dernière d'animation et de contrôle (coefficient 2).

Pour être admissible aux épreuves suivantes, le candidat doit totaliser au moins 96 points sur 160.

Dans chaque épreuve, une note égale ou inférieure à 7 est éliminatoire si elle est maintenue par le jury plénier.

##### C. — Epreuves orales.

- a) Sociologie (coefficient 1) ;
- b) Hygiène, psychologie et leur application concrète à l'entraînement (coefficient 1) ;
- c) Rapports des structures sociales, de l'évolution sociale et de l'entraînement physique (programme complet) (coefficient 2) ;

Dans chaque épreuve, une note égale ou inférieure à 5 est éliminatoire.

d) Epreuve à option : jeunesse au travail ou enseignement sportif ou plein air (coefficient 2).

##### D. — Epreuve facultative de langue étrangère.

Bonification maximum de 10 points.

Pour obtenir la deuxième partie du certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires, le candidat doit totaliser au moins 192 points.

Art. 7. — A titre transitoire et pendant une durée de quatre ans à compter de la date de publication du présent arrêté, des sessions spéciales comportant dispense des dispositions prévues au premier alinéa de l'article 3 ci-dessus seront organisées en faveur :

1° Des professeurs, chargés d'enseignement, maîtres ou maîtresses titulaires, affectés depuis au moins deux ans, à la date de publication du présent arrêté, à l'entraînement physique des jeunes non scolaires ;

2° Des instituteurs affectés à la même tâche depuis au moins cinq ans ;

3° D'autres agents exerçant de telles fonctions à titre de délégués ou contractuels depuis au moins huit ans à la date de publication du présent arrêté.

Les modalités d'organisation de ces sessions seront précisées par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Art. 8. — Le programme détaillé de chaque épreuve figure en annexe au présent arrêté.

Art. 9. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juin 1960.

Pour le ministre de l'éducation nationale et par délégation :

Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,  
MAURICE HERZOG.

#### Diplôme d'Etat de conseiller sportif.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 16 janvier 1960 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé un diplôme d'Etat de conseiller sportif, délivré à la suite d'un examen comportant deux parties.

Art. 2. — Les candidats au diplôme de conseiller sportif doivent être citoyens français, âgés de vingt-cinq ans au moins au 31 décembre de l'année de l'examen et n'avoir jamais été condamnés soit à une peine d'emprisonnement sans sursis ou à une peine plus grave pour crime ou attentat aux mœurs prévues aux articles 330, 331, 332, 333, 334 et 334 bis du code pénal, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quinze jours pour vol, coups et blessures.